



ASSEMBLÉE NATIONALE

17ème législature

Insécurité en Guadeloupe

Question au Gouvernement n° 843

Texte de la question

INSÉCURITÉ EN GUADELOUPE

M. le président . La parole est à M. Yoann Gillet.

M. Yoann Gillet . Je me fais aujourd'hui le porte-parole de nos compatriotes de Guadeloupe.

Mme Elsa Faucillon . Ah non, pas vous, vous n'avez pas le droit !

M. Yoann Gillet . N'entendez-vous pas le bruit sourd des armes qui résonne aux Antilles, le fracas des balles qui fauchent des vies chaque semaine en Guadeloupe ? Meurtres, fusillades, rackets, violences, c'est le quotidien des habitants.

Pendant ce temps-là, la République semble avoir déserté. En 2024, 23 768 crimes et délits ont été recensés pour 384 000 habitants. Les tentatives de meurtre ont bondi de 27 %, les coups et blessures volontaires de 10 %, les violences sexuelles de 20 %, et les vols à main armée de 10 %. La Guadeloupe est devenue le sixième département le plus dangereux de France.

La situation ne cesse de s'aggraver. Au cours des six derniers mois, on dénombre vingt-huit homicides, soit presque autant que sur toute l'année 2024 ! Le dernier date d'avant-hier. L'avant-dernier remonte au 4 juin ; la victime était un adolescent de 13 ans.

La spirale meurtrière ne faiblit pas, la jeunesse est décimée, des familles sont brisées et l'État regarde sans agir. Le syndicat de policiers Unité 971 tire la sonnette d'alarme : vingt-cinq postes de la police judiciaire sont vacants, et le manque d'effectifs est global.

Alors mes questions sont simples : monsieur le ministre de l'intérieur, quand cesserez-vous d'être le ministre de la parole pour devenir ce que les Français attendent, c'est-à-dire un ministre qui agit ? Quand déploierez-vous un véritable plan d'urgence pour la sécurité en Guadeloupe ? Assumez-vous encore d'être membre d'un gouvernement macroniste qui a rejeté l'amendement du groupe RN inscrivant dans le dernier projet de loi de finances un fonds de sécurité de 30 millions d'euros dédié à la Guadeloupe ? Quand augmenterez-vous significativement les effectifs et les moyens ? Quand le gouvernement macroniste auquel vous appartenez aura-t-il enfin le courage de renforcer la réponse pénale ? C'est ce que souhaitent les Français et c'est ce que propose le Rassemblement national. *(Applaudissements sur les bancs des groupes RN et UDR.)*

M. le président . La parole est à M. le ministre d'État, ministre des outre-mer.

M. Ian Boucard . Attention, il y avait au moins douze questions !

M. Manuel Valls, *ministre d'État, ministre des outre-mer* . Vous êtes très bon quand il s'agit de commenter,...

Un député du groupe RN . C'est un expert qui parle !

M. Manuel Valls, *ministre d'État*un peu moins quand il faut proposer. Vous passez à côté de l'essentiel, préférant vous intéresser au parcours politique de Bruno Retailleau, ce que je comprends. Compte tenu de ce qu'ils vivent tous les jours, les Guadeloupéens, comme les Martiniquais, méritent mieux...

M. Emeric Salmon . Que Bruno Retailleau ? C'est sûr !

M. Manuel Valls, *ministre d'État*qu'une question pleine de sous-entendus politiques.

Le trafic de drogue représente un danger mortel pour les sociétés antillaises et guyanaise. Le narcotrafic utilise en effet la Martinique et la Guadeloupe pour faire transiter des dizaines ou des centaines de tonnes de cocaïne vers l'Europe. Il représente donc un danger existentiel. Il faut donc agir.

Au niveau international, cette action implique de coopérer avec les autres pays jouxtant la mer des Caraïbes, notamment les États-Unis d'Amérique, car toute la zone est infestée par ce trafic qui mène une véritable guerre aux sociétés.

Il faut aussi augmenter les moyens humains et matériels. Nous devons en faire plus sur terre, sur mer, dans les airs, en intensifiant la surveillance. Avec les collectivités territoriales, nous devons engager une action opiniâtre, notamment dans les ports. Les grands ports maritimes qui continueront à prendre de l'importance dans les prochaines années doivent faire l'objet d'une surveillance très stricte, ce qui passe notamment par le déploiement de scanners. Il faut mener une action résolue avec les services de sécurité, la justice et les collectivités territoriales.

C'est une cause nationale – la loi sur le narcotrafic, les textes votés au Sénat et les rapports sur ces sujets le montrent bien. Comme ministre des outre-mer, j'appelle à la mobilisation et à l'unité nationale. Il ne faut pas d'une vie politique qui passe à côté de l'essentiel : vous visez des objectifs qui ne permettront pas de fournir des réponses concrètes à nos compatriotes antillais. (*Applaudissements sur plusieurs bancs des groupes DR, Dem et HOR ainsi que sur quelques bancs du groupe EPR.*)

M. le président . La parole est à M. Yoann Gillet.

M. Yoann Gillet . Vous répétez « Il faut, il faut, il faut », mais les Français attendent que vous agissiez. Vous êtes tous aux responsabilités depuis plusieurs décennies, votre gouvernement est composé de vieux politiques allant du Parti socialiste aux LR, vous êtes... (*Le temps de parole étant écoulé, M. le président coupe le micro de l'orateur. - Plusieurs députés des groupes RN et UDR applaudissent ce dernier.*)

Données clés

Auteur : [M. Yoann Gillet](#)

Circonscription : Gard (1^{re} circonscription) - Rassemblement National

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 843

Rubrique : Outre-mer

Ministère interrogé : Outre-mer

Ministère attributaire : Outre-mer

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 26 juin 2025

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du 26 juin 2025